Avec Barnier, les conséquences du Front Républicain, ça continue !

mardi 1er octobre 2024, par Jacques COTTA

La déclaration de politique générale du premier ministre **Michel Barnier** devant l'Assemblée nationale a été sans surprise. Le premier ministre s'est d'ailleurs montré talentueux pour parler plus d'une heure trente pour ne rien dire, ou presque.

Pour les grandes lignes qui constituent ses « priorités », il a fait preuve d'un talent certain dans le maniement de la langue de bois digne des vieux dinosaures de la Ve république. Sous les têtes de chapitre « niveau de vie », « services publics », « sécurité », « immigration » et « fraternité », c'est **Marine Le Pen**, prenant la parole juste après le premier ministre, qui a mis le contenu propre à la politique du Rassemblement national, conforme en réalité à celle de la coalition gouvernementale qu'elle déclare vouloir respecter, « pour qu'elle fasse se preuves ».

C'est en quelques mots seulement que Michel Barnier a défini sa perspective d'avenir, **« la dette, la façon de la réduire, et les moyens pour y parvenir ».**

Il annonce ainsi sans le dire explicitement les « réjouissances » qui attendent les millions de Français qui à chaque occasion manifestent leur volonté de balayer cette politique et son personnel avec.

La dette, évaluée à 3228 milliards d'euros par le premier ministre, doit être réduite dit-il pour 2/3 par des efforts d'économie sur le fonctionnement de l'état, et donc de ses services publics, pour 1/3 par des mesures fiscales. Il s'agit de respecter « nos promesses faites à nos partenaires », de réduire le déficit à 5% du PIB en 2025, de revenir en 2029 aux 3% décidés à Maastricht. Il s'agit donc de répondre à marche forcée aux impératifs fixés par **l'union européenne**, au détriment des besoins vitaux des Français.

« Faire mieux avec moins », formule magique des gouvernements successifs confrontés à l'échec de leur politique européiste capitaliste, fait peau neuve.

Oui, « mieux, avec moins », mais où ?

- Moins d'enseignants, là où déjà des milliers d'enfants n'ont pas de professeurs.
- Moins d'hospitaliers, là où les urgences et le Samu sont d'ores et déjà exsangues, où des services entiers sont fermés faute de médecins, où des centaines de malades sont hospitalisés dans les couloirs d'hôpitaux ?
- Moins de magistrats, là où déjà il faut attendre des mois pour voir traitée la moindre affaire dans n'importe quel tribunal sur le territoire national ?
- Moins de policiers, de gendarmes, là où la sécurité est pourtant annoncée comme une priorité ?
- Moins de gardiens de prisons, alors que la construction de nouveaux établissements pénitenciers est annoncée ?

« Mieux avec moins » ?

- Mieux dans la santé en général où une coupe sombre de 44% du budget est prévue, la plus

forte amputation depuis des décennies.
- Mieux pour la prise en charge des maladies, lorsque le directeur de la CNAM prévoit un programme d'économies qui devrait atteindre 1,56 milliard d'euros pour 2025.

« Mieux avec moins »….

Tout cela ne tient pas, c'est évident.
Michel Barnier pour sa première intervention devant les parlementaires déclare la guerre aux Français. Et pour mener cette guerre il dégage sa méthode. « Toutes les alliances seront les bienvenues », notamment avec les « partenaires sociaux avec qui des discussions sont engagées ». En d'autres termes, il propose aux organisations syndicales un accord pour faire passer sa politique, car il sait d'ores et déjà que les résistances au plus profond de la société s'organisent et menacent en cas d'agression de se manifester.
Michel Barnier, son gouvernement et Emmanuel Macron avec, sont sur une véritable poudrière.
Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'il en appelle au **général De Gaulle** pour remettre sur le tapis le vieux projet de « participation » et « d'intéressement » porté en sont temps par Jacques Chaban-Delmas. Une référence qui fait office de mauvais présage. C'est en effet sur la « participation » entre autre, cette tentative d'instaurer **l'alliance capital-travail**, que De Gaulle mis en minorité décidait en 1969 de démissionner. Mais il est vrai que Macron n'est pas De Gaulle et que même mis en minorité, il n'envisage pas de tirer les conséquences qui s'imposent.

Nous avions eu un premier aperçu du "Front républicain", aux présidentielles d'abord avec l'appel de la gauche à voter pour Emmanuel Macron, le soir du second tour des législatives ensuite, avec le retrait des candidats de la gauche en faveur d'une centaine de macronistes ou républicains. Il s'agissait de faire obstacle au Rassemblement national par des combines, des arrangements, plutôt que par le combat politique à proprement parler tel qu'il devrait être mené, sur une orientation claire,**« pour regagner l'électorat RN, justice sociale, morale et décence commune. »**

Ainsi, plus d'un tiers des élus de la coalition macroniste doivent leur « victoire » à l'appel à voter du Nouveau Front populaire en leur faveur. Parmi eux, les Darmanin, Borne, Cazeneuve, ou encore Bergé sont donc les élus de la gauche. 18 républicains, dont leur chef Laurent Wauquiez, sur 47 élus sont dans le même cas. Autrement dit, le Front républicain a sauvé les macronistes et les républicains qui aujourd'hui occupent Matignon et les ministères, sur ordre de Macron. Et par voie de conséquence, c'est au fameux Front républicain que nous devons le semblant de programme annoncé par Barnier à l'assemblée, qui devrait, s'il s'appliquait, être douloureux pour l'immense majorité des Français.

Jacques Cotta
le 2 octobre 2024